Les Etats-Unis réclament l'aide de l'Onu

Partage international nº 190 – Juin 2004

« Quand enfin le gouvernement des Etats-Unis comprendra la démence de cette guerre hasardeuse et sans nécessité, il se gardera bien sûr de le reconnaître devant le monde. Il recherchera plutôt le soutien des Nations unies pour échapper tant bien que mal aux conséquences d'une bévue embarrassante et, si possible, en rejeter ailleurs les torts. »
Le Maître de Benjamin Creme, *Partage international*, avril 2004

Le président Bush a annoncé qu'il passait la direction de la transition politique irakienne à l'émissaire spécial des Nations unies en Irak. George Bush a accepté « l'esquisse » de l'émissaire Lakhdar Brahimi pour un gouvernement irakien souverain.

George Bush et Tony Blair ont déclaré qu'ils allaient demander au Conseil de sécurité de voter une résolution précisant le rôle de l'Organisation dans la formation du gouvernement intérimaire en Irak, dans les mois qui viennent. Les deux dirigeants ont aussi demandé l'aide internationale de l'Otan et des pays du G8.

Le 30 juin 2004, l'Autorité provisoire de la coalition en Irak, dirigée par Paul Bremer, n'existera plus, même si les troupes américaines resteront sur place. L. Brahimi est responsable de l'organisation d'un gouvernement irakien intérimaire, devant assurer une transition jusqu'à ce que des élections puissent avoir lieu en janvier 2005.

Selon les analystes politiques, le geste de G. Bush reflète l'inquiétude grandissante de Washington face à un tournant dans la situation en Irak. C'est aussi l'avis de l'ancien diplomate américain James Dobbins *: « C'est un changement de cap important, la vraie question est : l'ont-ils fait à temps ou est-ce trop tard, la situation s'est-elle détériorée au point qu'on ne puisse plus la contourner ? »*

« Nous nous tournons maintenant vers l'Onu en demandant : « Aidez-nous car nous ne sommes pas en mesure de résoudre le problème, a déclaré Bathsheba Crocker, co-directeur du Center for Strategic and International Studies et ancienne responsable de département d'Etat américain. *Depuis le début, ils [l'administration Bush] ont refusé à donner à l'Onu un véritable rôle dans l'édification du processus politique. »*

Les analystes disent que les Etats-Unis devraient également lancer une vaste campagne diplomatique pour obtenir le plein soutien militaire et politique de la France, de l'Allemagne et de la Russie, ainsi que des gouvernements voisins du Moyen-Orient.

Sources : San Francisco Chronicle, E.-U.
Thématiques : politique
Rubrique : Faits et prévisions